

## **DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRES 2010**

Intervention de Sandrine PELETAN  
pour le Groupe «Réussir ensemble le changement à Eysines»  
Conseil Municipal du 17 février 2010

Madame le Maire, Chers collègues

Je note, qu'une fois de plus, le débat d'orientation budgétaire que vous nous proposez s'inscrit dans le cadre d'une démarche politicienne de dimension nationale dont les eysinois ne doivent pas être dupes.

A chaque fois le même discours, parfois à la virgule près, la même avalanche de chiffres sur le déficit de l'Etat, les dépenses des collectivités, la diminution des dotations, les compensations attendues, la réforme des collectivités et de la taxe professionnelle.

A chaque fois, la même rhétorique hostile, la même violence contre l'Etat.

Certes les orientations budgétaires sont bien le moment pour parler des réformes nationales qui affectent les collectivités locales et leur financement mais cet aspect ne doit pas occulter les préoccupations locales.

**Au plan national, vous cherchez en permanence un bouc émissaire : l'Etat.**

Et vous tenez un **discours démagogique et pétri de contradictions.**

Votre analyse, développée dans le rapport de présentation des orientations budgétaires, repose pourtant sur un certain nombre de constats sur lesquels tout le monde est d'accord.

1. Nous connaissons une période de crise qui a des effets potentiellement dramatiques sur la croissance, le chômage, le pouvoir d'achat.
2. Dans ce contexte, les politiques publiques «contracycliques» sont nécessaires. Celles qui ont été mises en œuvre depuis plus d'un an ont incontestablement conduit à atténuer les effets dramatiques redoutés. C'est vrai au niveau international, au niveau national et au niveau local, même si on doit regretter une augmentation du chômage, même si de nombreuses PME qui ont tenu le coup au cours de l'année 2009 ne sont pas à l'abri de déposer le bilan dans les mois qui viennent. Nous ne sommes donc pas au bout de nos peines et l'effort ne doit pas être relâché. Mais chacun s'accorde Etat et collectivités locales pour dire qu'il fallait agir et chacun a agi à son niveau.
3. Pour autant, et c'est le dernier point d'accord que je relève dans le rapport d'orientations budgétaires, l'intervention publique coûte cher. A quelque niveau que se soit, elle participe au creusement des déficits étatiques.

Partant de là, au lieu de tenir un discours de cohésion face à l'épreuve de la crise, de responsabilité, d'effort collectif qui seul peut nous aider à nous en sortir, vous avez choisi de profiter du débat en cours, pour tenir un discours idéologique de repli.

Ce discours, il n'est pas seulement choquant, il est aussi totalement contradictoire. Je pointerai trois contradictions majeures.

1. Première contradiction : vous dénoncez à grands cris le déficit de l'Etat. Mais en même temps, vous ne cessez de réclamer que l'Etat dépense plus. Si vous êtes cohérents avec vous-mêmes, plutôt que de critiquer le déficit de l'Etat, précisez les points sur lesquels l'Etat doit faire des économies!
  1. Les dépenses de l'Etat, c'est d'abord la rémunération des fonctionnaires. Or à chaque fois que l'on entend réduire le nombre de fonctionnaires, fut-ce pour réduire des doublons, vous vous y opposez de manière véhémente.

2. C'est aussi des concours qui se chiffrent par dizaines de milliards aux collectivités locales. Et là encore, il faut réduire les déficits mais surtout que rien ne bouge !
2. Deuxième contradiction : votre seule proposition par rapport à la nécessité évidente de mieux gérer l'Etat est incantatoire et homéopathique. Le gouvernement a entrepris des réformes structurelles courageuses notamment la révision générale des politiques publiques (RGPP), dont l'objet principal est d'adapter l'Etat à la période post décentralisation. Le Gouvernement passe à l'action avec le souci de faire des économies de structure là où c'est nécessaire et de renforcer là où il le faut. C'est son mérite. Face à cela, votre seul discours depuis 3 ans: c'est «supprimons le bouclier fiscal». Comme si cette mesure qui représente moins de 1% du déficit français et qui relancerait sans doute l'exil fiscal, pouvait tenir lieu de politique pour le gouvernement.
3. Troisième contradiction : tout ce que vous reprochez à l'Etat, vous applaudissez quand c'est une collectivité de votre obédience qui le fait, simplement parce que ce sont vos amis politiques. Par exemple, le Département a des problèmes financiers, lié au dynamisme des dépenses sociales? C'est incontestable mais se sont exactement des problèmes de même nature que connaît l'Etat.

Ainsi, votre politique se résume à une ligne directrice. Vous demandez aux eysinois des efforts que vous ne vous imposez pas à vous-même. Au final, votre discours serait plus crédible et mieux compris des eysinois si la collectivité faisait elle-même les efforts qu'elle demande à ses concitoyens.

C'est ainsi qu'il n'y a malheureusement dans ce débat d'orientation budgétaire que des doléances mais point de grandes ambitions d'investissement et surtout aucune réelle volonté de réduire les dépenses de fonctionnement de l'administration générale, objectif indispensable pour participer à la réduction des dépenses de la nation qui aujourd'hui en a bien besoin.

Mais venons-en maintenant plus concrètement au cadrage local et examinons les grands équilibres que vous nous proposez.

Si l'on en croit vos écrits, en matière de dépenses vous prévoyez d'orienter vos priorités vers l'action sociale avec notamment la création d'un centre social; pourtant vos dépenses d'investissement prévisionnelles dans ce même domaine disent le contraire. Elles ne représentent que 1,92 % de votre programme d'investissement annuel global.

C'est de la poudre aux yeux !!! Du saupoudrage pour vous donner bonne conscience et vous acheter des indulgences !!!

Par ailleurs, vous vous plaignez, en 2009, d'une baisse sensible des produits liés aux droits de mutation (-31%) et vous envisagez cette année à nouveau une baisse importante de ces mêmes produits. Or, vous ne pouvez pas avoir à la fois «*le beurre et l'argent du beurre*». En effet, indépendamment du contexte économique qui connaît un infléchissement des ventes immobilières, vous avez fait le choix du logement social ( 28% au titre de la loi SRU ). Vous ne pouvez donc tout avoir...la mixité sociale et la manne fiscale des transactions immobilières.

D'autre part, si l'on s'attarde sur les 5,3 millions d'euros que vous choisissez d'affecter aux dépenses d'investissement, quelques commentaires s'imposent:

- en premier lieu, vous y énumérez des actions publiques en cours de réalisation, voire achevées. Vous faites également état de projets pour lesquels la Ville se contente de faire la banque, c'est-à-dire avancer les fonds et d'en percevoir instantanément le remboursement (cf reconstruction des vestiaires du base ball de La Forêt)
- en second, lieu, vous arguez de réalisations dont la maîtrise d'ouvrage vous échappe totalement (cf rénovation des résidences du Grand Caillou entre 2010 et 2014)
- enfin, vous affichez des projets, tel celui de la construction d'une salle de dojo rue Lucien Piet, qui ne sont pas d'authentiques réalisations puisqu'il ne s'agit que de dommages collatéraux consécutifs à votre projet pharaonique d'aménagement du Centre Bourg.

Enfin, je pense le moment idéalement choisi pour vous faire part de quelques uns de nos projets pour la commune. J'en profite au passage pour vous remercier d'avoir réalisé certaines de NOS propositions de

campagne (même si vous les avez reprises à votre compte) l'essentiel étant que les eysinains en bénéficient. Je pense en particulier à la ligne CITEIS n°72 qui va être mise en service le 22 février prochain et qui fera office de navette inter-quartiers.

Dans le cadre de l'ouverture de nouvelles zones d'activités (Balan, Jean Mermoz Nord et Sud), nous vous proposons donc de **stimuler le développement économique en acceptant d'accueillir sur notre territoire le village de l'automobile**. En effet, consécutivement au projet de passage de la ligne D du Tramway (si elle voit finalement le jour...) certains concessionnaires ont émis le souhait de quitter le boulevard de l'automobile et de délocaliser leurs commerces hors du Bouscat, offrons leur l'hospitalité....

D'autre part, cela fait bientôt trois ans que la commune s'est rendu acquéreur du Clos Lescombes. Sauf à en défigurer son parc paysager par un terrain de football synthétique (tombé là comme un cheveu sur la soupe) vous n'en avez encore rien fait. Ce patrimoine est en train de se dégrader. Certes, il semble que vous comptiez y déplacer le centre de loisirs (dans lequel vous avez précédemment englouti quelques millions d'euros de travaux et garanties d'emprunts pour l'ACAE). Ce choix n'est pas judicieux essentiellement car la nature du bâti se prête difficilement aux exigences de sécurité liées à ce type d'activité. Nous vous proposons donc de valoriser rapidement ce patrimoine et de lui redonner ses lettres de noblesse. Pour cela, **nous vous suggérons d'y abriter la maison des associations et de ranimer l'activité viticole**.

Telles sont, Madame le Maire, Chers collègues, les observations que le groupe souhaitait apporter à ce débat.